



Droit public  
Contrats et marchés publics  
Droit de la fonction publique  
Droit de l'environnement

Droit de l'urbanisme  
Droit de l'expropriation  
Propriété immobilière  
Servitudes

7, PLACE FIRMIN GAUTIER  
(EUROPOLE) - BP 476  
38000 GRENOBLE CEDEX

5, RUE CLAUDE MARTIN  
IMMEUBLE LE PARIS  
73000 CHAMBERY

TEL: 04.76.48.89.89 - FAX: 04.76.48.89.99  
cdmf@cdmf-avocats.com

www.cdmf-avocats-affaires-publiques.com - www.cdmf-avocats.fr



Droit public  
Droit immobilier

**CDMF-AVOCATS**  
**AFFAIRES PUBLIQUES**

SANDRINE FIAT  
FREDERIC PONCIN  
SARAH TISSOT  
*Avocats associés*  
LOUISE HAREL  
JULIE VINCENT  
AUDE MARTIN  
LAURA PUNZANO  
CLEMENTINE METIER  
HELENE HOURLIER  
EMMA SANSIQUET  
ELISE NALLET-ROSADO  
MANON LEROY  
*Avocats*  
LENA MATHON  
*Juriste*

**CDMF-AVOCATS**

DENIS DREYFUS  
JEAN-LUC MEDINA  
*Anciens Bâtonniers*  
ROMAIN JAY  
MOHAMED DJERBI  
*Avocats Associés*  
VINCENT DELHOMME  
ALEXIS BANDOSZ  
FREDERIC LETANG  
REBECCA BRAZZOLOTTO  
ANTONINE MUNOZ-MARTOS  
*Avocats*

**Membres du GIE**  
**GROUPE-CDMF-AVOCATS»**

HUBERT CAILLAT  
*Ancien Bâtonnier*  
JACQUES DAY  
MICHEL DALMAS  
*Avocats fondateurs*



Membre de l'Association Française des  
Avocats-Conseils auprès  
des Collectivités territoriales.

**Madame le PREFET DE LA REGION**  
**Auvergne RHONE-ALPES**  
DREAL Auvergne Rhône Alpes  
Service CIDDAE / Pôle AE  
69451 LYON CEDEX 06

GRENOBLE, le 16 août 2023

**LRAR n° 1A 196 649 7015 4**

N/Réf. : SOCIETE DES TELEPHERIQUES D'ORELLE - PROJET  
PARKING  
FP23325 – SF/ML/ML

**Objet : Recours administratif préalable obligatoire à l'encontre de la  
décision n° 2023-ARA-KKP-4485 de l'Autorité chargée de l'examen au  
cas par cas sur le projet dénommé « projet de parking en rive gauche  
de l'Arc » sur la commune d'Orelle (département de la Savoie) en date  
du 23 juin 2023**

Madame le Préfet,

Je viens vers vous en ma qualité de conseil de la SAS AMENAGEMENT,  
dont le siège social est 137 rue François Guise à CHAMBERY (73000),  
représentée par son gérant, en sa qualité de maître d'ouvrage initial du projet  
de parking en rive gauche de l'Arc ainsi que de la Société des Téléphériques  
d'Orelle (STOR), dont le siège social est Gare de la Télécabine – Lieudit  
Francoz à ORELLE (73140) représentée par son représentant légal en  
exercice, en sa qualité de nouveau maître d'ouvrage du projet (**PJ n°2**).

Pour rappel, le 23 mai 2023, la SAS AMENAGEMENT déposait une  
demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une  
évaluation environnementale, laquelle était enregistrée sous le n° 2023-ARA-  
KKP-4485.

Le projet porte sur la construction d'un parking silo à proximité de la  
télécabine permettant d'accéder au domaine skiable des 3 Vallées, sur la rive  
opposée de l'Arc, sur la commune d'ORELLE dans le département de la  
SAVOIE (73).

Plus précisément, le projet porte sur :

- La construction d'un parking silo, en métal et béton, d'une longueur de 145 m, d'une largeur de 32 m et d'une hauteur maximale de 14,5 m, composé de trois niveaux côté amont du terrain et quatre niveaux côté aval, d'une capacité de 750 places dont 80 destinées à la recharge de véhicules électriques ;
- La pose de panneaux photovoltaïques sur le plan de toiture orienté au sud ;
- La création d'une passerelle piétonne enjambant l'Arc, composée d'une structure métallique permettant de rejoindre la gare de départ de la télécabine.

Par une décision n° 2023-ARA-KKP-4485 du 23 juin 2023, vous avez décidé de soumettre ce projet à évaluation environnementale.

Il s'agit de la décision dont la SAS AMENAGEMENT et la STOR sollicitent aujourd'hui le retrait.

Plusieurs moyens de légalité externe et interne entachent la légalité de cette décision et justifient qu'il soit fait droit à cette demande.

En effet :

### **1. Sur les erreurs de fait entachant la décision querellée**

La décision attaquée est entachée de plusieurs erreurs de fait qui traduisent une lecture erronée des pièces du dossier.

Premièrement, la décision est entachée d'une erreur sur l'augmentation des capacités de stationnement apportée par le projet.

Il en ressort que le projet porterait à 1 150 le nombre de places disponibles.

Cette lecture est erronée dès lors que :

- le projet est notamment motivé par le fait que les visiteurs se garent actuellement sur un parking de 400 places alors que certains jours environ 1 000 voitures sont présentes sur le site ;
- le projet est prévu sur un parking existant de 223 places qui sont intégrées dans les 750 places proposées par le projet (**PJ n°3**).

Dans ces circonstances, la réalisation de ce projet portera à 927 places (400 + 750 – 223), et non 1 150, le nombre total de places.

Dès lors, l'augmentation de stationnement n'est donc pas de 287 % mais de 87 %.

Par suite, l'augmentation des capacités de stationnement proposée par le projet est motivée au regard de la fréquentation du site telle qu'elle a pu être observée (parfois 1 000 véhicules sur place).

Il convient d'ailleurs de relever que, le 29 décembre 2022, confronté à la sur-fréquentation du parking existant, le Maire de la commune d'ORELLE a été contraint de prendre un arrêté portant interdiction de stationnement sur le pont de la RD 1006 (**PJ n°4**).

Deuxièmement, s'agissant de l'absence d'analyse des possibilités alternatives de desserte de la télécabine par des moyens de transport en commun, il convient de préciser que le site est déjà desservi par une gare routière qui n'a pas permis d'empêcher les difficultés de stationnement constatées.

En outre, la réalisation de ce parking permettra également de garantir les 20 places de bus existantes qui sont actuellement systématiquement investies par les voitures en cas de forte affluence.

En tout état de cause, le dossier comprend bien une analyse des solutions alternatives et des motifs qui ont justifiés que cette solution soit retenue plutôt qu'une autre.

## **2. Sur le vice de procédure**

Aux termes de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement :

*« L'autorité chargée de l'examen au cas par cas peut solliciter un avis du directeur général de l'agence régionale de santé concerné par le projet. Lorsqu'un projet est susceptible d'avoir des incidences dans plusieurs régions, les directeurs généraux concernés désignent l'un d'entre eux pour coordonner l'élaboration d'un avis commun ».*

L'autorité chargée de l'examen au cas par cas ne peut donc solliciter que l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé.

Il n'est pas prévu qu'elle puisse également solliciter l'avis de la Direction Départementale des Territoires.

Au cas présent, en sollicitant l'avis de la DDT Savoie, vous avez entaché votre décision d'un vice de procédure.

Ce vice est susceptible d'avoir eu une incidence sur le sens de votre décision dès lors que la DDT identifie une prétendue insuffisance du dossier concernant le dimensionnement et la fréquentation actuelle du parking, éléments qui ont en partie motivés votre décision de soumettre le projet à évaluation environnementale.

### **3. Sur les erreurs de droit et les erreurs manifestes d'appréciation**

- **Au regard de l'article L. 122-1 du code de l'environnement**

Aux termes du II de l'article L. 122-1 du code de l'environnement :

*« II.-Les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas.*

*Pour la fixation de ces critères et seuils et pour la détermination des projets relevant d'un examen au cas par cas, il est tenu compte des données mentionnées à l'annexe III de la directive 2011/92/ UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. ».*

D'une part, il ressort de ces dispositions qu'il appartient à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas d'apprécier si le projet, de par sa nature, ses dimensions ou sa localisation, est susceptible d'avoir des incidences « notables » sur l'environnement ou la santé humaine, ce qui justifierait qu'il soit soumis à évaluation environnementale.

Toutefois, il n'en ressort pas qu'il appartiendrait à cette même autorité d'apprécier l'utilité de ce projet.

Par suite, il ne vous appartenait pas d'apprécier si le sous-dimensionnement actuel du parking était suffisamment étayé.

En tout état de cause, votre analyse du dossier repose sur une lecture erronée des pièces qui le composent.

Le pétitionnaire a suffisamment justifié de l'utilité du projet et du dimensionnement choisi au regard des problématiques de stationnement rencontrées.

Ces problématiques ne sont d'ailleurs pas ignorées de l'Etat dès lors que la DDT était représentée aux réunions de travail portant sur le projet au cours desquelles celles-ci ont été largement abordées ainsi que la volonté de la Sous-Préfecture de voir ce projet être réalisé rapidement (**PJ n°5**).

D'autre part, il ressort de la lecture de ces dispositions que les incidences que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement sont mesurées compte tenu des mesures d'évitement et de réduction prises par le pétitionnaire.

En l'espèce, il ressort des pièces du dossier que la sensibilité environnementale du site est quasiment nulle pour la majeure partie du terrain

d'assiette du projet et que compte tenu des mesures d'évitement et de réduction prévues par le pétitionnaire, les effets du projet sur l'environnement ne sont pas suffisants pour caractériser l'existence d'effets notamment sur l'environnement au sens des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement (v. ci-après).

- **Au regard de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

D'une part, aux termes de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement :

*« I.-Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition, les **incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine** ainsi que, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs notables. Il mentionne, le cas échéant, les termes des plans ou programmes pertinents relatifs aux mesures et caractéristiques des projets susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs de projets sur l'environnement ou la santé humaine ».*

Il en ressort que s'il appartient au maître d'ouvrage de décrire les « *incidences notables* » que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé, cela n'implique pas qu'il dresse un inventaire complet de l'ensemble de ces incidences.

En outre, ces incidences n'ont pas à être déterminées de manière certaine.

En considérant qu'il appartenait au demandeur de fournir un inventaire floristique « *complet* » ainsi qu'une étude relative à l'herpétofaune, vous avez entaché votre décision d'une première erreur.

D'autre part, il ressort également de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement que :

*« L'autorité chargée de l'examen au cas par cas indique les motifs qui fondent sa décision au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article, ainsi que des mesures et caractéristiques du projet présentées par le maître d'ouvrage et destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de celui-ci sur l'environnement et la santé humaine ».*

Cette annexe précise que l'examen au cas par cas doit être effectué au regard :

- Des caractéristiques des projets ;
- De la localisation des projets ;
- Du type et des caractéristiques des incidences potentielles.

S'agissant, de la localisation des projets, il est prévu que :

*« La sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant notamment en compte :*

- a) L'utilisation existante et approuvée des terres ;*
- b) La richesse relative, la disponibilité, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone (y compris le sol, les terres, l'eau et la biodiversité) et de son sous-sol ; / (...) »*

Au cas présent, le projet prévoit d'être implanté sur une zone déjà fortement anthropisée qui accueillait un parking existant. Cet élément ressort du dossier de demande d'examen au cas par cas et de l'avis de la DDT que vous avez décidé de solliciter.

Pourtant, il ne ressort aucunement de la décision attaquée, que vous auriez pris en compte ces éléments pour décider de soumettre le projet à évaluation environnementale en méconnaissance des dispositions précitées du code de l'environnement.

S'agissant du type et caractéristiques des incidences potentielles, il est prévu que doivent être notamment pris en compte la probabilité des incidences et la possibilité de réduire ces incidences de manière efficace.

Au cas présent, il ressort des documents joints au dossier que les enjeux des habitats naturels présents sur la zone de travaux étaient faibles voir nuls et que les impacts résiduels sur la faune et la flore sont considérés soit comme inexistant, soit comme « *nuls après mise en œuvre des mesures* », soit comme résiduels ou négligeables après mise en œuvre des mesures.

Plus précisément :

- S'agissant de la flore, l'étude menée en avril 2023 n'a identifié qu'une espèce protégée (*Tulipa raddi Reboul*) laquelle ne subira aucun impact résiduel après mise en œuvre des mesures d'évitement à savoir la mise en défens de la station réalisée par un écologue, la sensibilisation de l'équipe travaux en début de chantier et la mise en place de panneaux informatifs et de contrôles en cours de chantier (mesure M2) ;
- S'agissant des oiseaux, la notice environnementale indique un niveau d'incidence résiduelle « *négligeable* » compte tenu des mesures d'évitement prévues, à savoir l'adaptation de la période de coupe des arbres avec intervention d'un écologue pour s'assurer de l'absence d'oiseau (mesure M4) à laquelle s'ajoute la plantation d'un cordon boisé dense à l'endroit où des arbres seront supprimés, soit la densification du cordon d'arbres maintenue (mesure M7).
- S'agissant des rhopalocères, l'impact potentiel est considéré comme « *négligeable* » dès lors que le projet n'impacte qu'une très faible surface d'habitats qui, au surplus, est peu favorable à la reproduction de ce type d'espèces ;

- S'agissant des amphibiens, l'impact potentiel est considéré comme « nul » dès lors que l'Arc, de par son courant rapide, n'est pas propice à la présence et à la reproduction d'amphibiens, et qu'aucune espèce n'a été observée sur place.

Par suite, la décision querellée est entachée d'erreur dès lors que vous avez décidé de soumettre le projet à évaluation environnementale sans prendre en compte la localisation du projet ni la probabilité des incidences potentielles sur l'environnement au regard de la possibilité de les réduire de manière efficace.

\* \* \* \* \*

**En conséquence, et au regard des illégalités entachant la décision n° 2023-ARA-KKP-4485 de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas sur le projet dénommé « projet de parking en rive gauche de l'Arc » sur la commune d'Orelle (département de la Savoie) en date du 23 juin 2023, je vous remercie de bien vouloir procéder à son retrait.**

**Aussi, je vous remercie également de bien vouloir la substituer par une décision confirmant que le projet n'a pas à être soumis à évaluation environnementale.**

La présente vous est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception pour satisfaire aux dispositions de la loi. Par ailleurs, je rappelle à votre attention que vous pouvez transmettre ce courrier à votre conseil habituel.

Restant attentive au suivi de ce dossier,

Je vous prie de croire, Madame le Préfet, en l'expression de mes respectueuses salutations.

**Sandrine FIAT**  
**Ayocat Associé**

**Pièce jointe au recours préalable :**

1. *Décision n° 2023-ARA-KKP-4485 du 23 juin 2023*
2. *Courrier de la STOR en date du 24 juillet 2023*
3. *Plan de masse existant / projet*
4. *Arrêté du maire d'ORELLE en date du 29 décembre 2022*
5. *Rapport de réunion n° 2*